

Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 33/3 (2006)

DOI: 10.11588/fr.2006.3.50190

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

enorme und verwirrende Spektrum der wirtschaftlichen Diskussionen in den Phasen von 1929 bis 1933 klar gegliedert, gut verständlich, präzise und analytisch auf höchstem Niveau darzustellen. Chronologisch gliedert sich das Buch argumentativ gut nachvollziehbar in drei Teile: die Periode des Versuchs und Scheiterns einer europäischen wirtschaftlichen Föderation vom September 1929 bis zum März 1931 mit dem deutsch-österreichischen Zollunionsprojekt, die zweite Phase im Zeichen dringenden wirtschaftlichen Krisenmanagements vom Frühjahr 1931 bis zum Juli 1932 mit der Konferenz von Lausanne und die dritte Periode mit den internationalen Konferenzen von Stresa bis London (August 1932–Juli 1933), die eine letzte Chancen boten, ausloteten und verspielten.

Schirman stützt seine Arbeit auf die breite Auswertung der Archive des französischen Außen- und Finanzministeriums wie des deutschen Auswärtigen Amtes und des Reichswirtschaftsministeriums, der Reichsbank und vor allem auch des Völkerbundes in Genf. Auf die Auswertung von Unternehmens-, Bank- und Privatarchive hat er verzichtet, nicht ohne deren Bedeutung zu erwähnen und eine eigene lohnenswerte Untersuchung zu diesem Thema anzuregen. Vor allem die Völkerbundsakten sind bisher wenig beachtet worden. Sorgfältig und detailliert beschreibt Schirmann die langen und zahlreichen intergouvernementalen Verhandlungen unter dem Dach des Völkerbundes. Damit wird auch die Rolle der Genfer Institution aufgewertet. Und es wird deutlich, welche große Bedeutung die Debatten um Finanzfragen bereits in den frühen dreißiger Jahren für die europäische Kooperation hatten.

In der Forschung stützt er sich überwiegend auf französischsprachige Arbeiten und auf seine minutiöse Auswertung der Archive. Daher zieht er die neuere deutsche Arbeit von Philipp Heyde über »Das Ende der Reparationen. Deutschland, Frankreich und der Young-Plan 1929–1932« (1998) nicht heran, ohne daß dies allerdings seine fundiert gewonnenen Ergebnisse in Frage stellt. Mit Gewinn nutzt er Matthias Schulz Werk »Deutschland, der Völkerbund und die Frage der europäischen Wirtschaftsordnung 1925–1933« (1997).

Der mit einem detaillierten Archivverzeichnis, einer Bibliographie und mit einem Personenregister ausgestattete Band ist künftig unverzichtbar nicht nur für das Verständnis der internationalen Geschichte der Zwischenkriegszeit, die europäische Wirtschafts- und Finanzgeschichte und die Geschichte der europäischen Integration im 20. Jh., sondern auch für den Historiker, der sich mit der Krise der frühen dreißiger Jahre in Europa und den Folgen für einzelne Länder beschäftigt.

Guido MÜLLER, Stuttgart/Cambridge

Claus W. SCHÄFER, *André François-Poncet als Botschafter in Berlin (1931–1938)*, Munich (Oldenbourg) 2004, 382 p. (Pariser Historische Studien, 64), ISBN 3-486-56844-2, EUR 64,80.

Schäfer nous présente une personnalité importante dans l'histoire des relations franco-allemandes – plus connue d'ailleurs en Allemagne qu'en France –, qui a pourtant donné lieu à assez peu de travaux et encore moins de publications. Le thème est particulièrement important pour la France car à travers le parcours de l'Ambassadeur, ce sont toutes les hésitations de la politique française envers l'Allemagne de l'Entre-deux-guerres qui sont ici développées. Ce livre est issu d'une thèse de doctorat de l'université de Erlangen-Nuremberg, sous la direction de Gregor Schöllgen.

Il s'agit d'une biographie diplomatique assez classique du genre. La qualité scientifique de l'ouvrage ne fait aucun doute: on relèvera, entre autres, l'abondance et la grande qualité des notes infra-paginales qui ne se contentent pas de citer, mais commentent précisément les ouvrages référencés. Une longue bibliographie et un index des noms de personnages complètent utilement l'ouvrage. On trouve enfin en annexes quelques notes et télégrammes

exemplaires de l'ambassadeur¹. Cependant, l'utilisation annoncée de «nouvelles» archives se révèle être surtout un effet d'annonce puisqu'en réalité, toutes les archives utilisées sont largement connues et à la disposition du public depuis assez longtemps². En fait, l'auteur attaque assez fortement la thèse de Roselyn Solo³ qui, effectivement, n'avait peut-être pas vu directement toutes les archives du Quai d'Orsay. Mais celle-ci a été soutenue en 1978 et depuis, tous les fonds ont été largement ouverts, ce qui donne au terme de «nouvelles archives», une acception toute relative. Schäfer prend également de la distance avec certaines positions prises par Hans Manfred Bock, le plus grand connaisseur de François-Poncet en Allemagne⁴. Ses explications à ce sujet ne sont pas forcément convaincantes.

Schäfer annonce que sa méthode relève d'une histoire cognitive et met l'accent sur l'effet engendré par la perception et l'imagination sur les conceptions politiques. C'est une bien grande ambition que les écrits de François-Poncet⁵ ne permettent sans doute pas à eux seuls de soutenir et que l'auteur ne mène pas vraiment jusqu'au bout. D'ailleurs, quand bien même on dévoilerait les pensées profondes de l'ambassadeur⁶, cela ne suffirait pas à expliquer sa politique: le discours analysé (correspondance avec le Quai d'Orsay) est public, donc pesé – surtout pour un «littéraire» tel que François-Poncet – et sa maîtrise du contexte politique national et international l'a plus que vraisemblablement conduit à exposer seulement des solutions que l'on nommerait aujourd'hui «politiquement correctes». Un diplomate est un homme public, au service de son pays et sa parole officielle est donc tout sauf «libre» ...

Que toutes les citations soient faites en français est scientifiquement louable et bien agréable pour un lecteur francophone, mais pour des lecteurs purement germanophones, il aurait été souhaitable qu'une traduction accompagne systématiquement en note, chaque citation. Comment sinon, suivre la démonstration de l'auteur qui se base précisément sur ces écrits?

En 1931, André François-Poncet est envoyé d'abord en émissaire extraordinaire, puis il est confirmé dans son poste en tant qu'ambassadeur de France à Berlin. Il y restera jusqu'au lendemain des accords de Munich. C'est cette période qui est ici présentée, même si l'on sait que ce diplomate poursuivra sa carrière en Allemagne après la guerre, ce qui en fait l'un des plus grands connaisseurs de l'Allemagne du milieu du XX^e siècle. L'auteur évoque aussi ses années de formation et ses premières années en politique, dans un premier chapitre, nécessaire en effet à qui cherche à comprendre la perception profonde qu'a l'homme de l'Alle-

- 1 Nous invitons aussi à se reporter aux volumes des Documents diplomatiques français sur les années 1930, publiés depuis longtemps et qui comportent une très large sélection des notes et télégrammes de l'ambassadeur. Les plus marquants et signifiants des documents ont donc déjà été publiés (Documents diplomatiques français 1932–1939, Commission de publication des Documents diplomatiques français, Ministère des Affaires étrangères, Paris. Première série 1932–1935: 13 vol., deuxième série 1936–1939: 19 vol.
- 2 De plus, les fameuses archives de Nantes mises en avant sont, pour partie, des doubles de celles reçues au Quai, et donc présentes dans les archives centrales de Paris.
- 3 Roselyn SOLO, *André François-Poncet, Ambassador of France*, Ph. D., Michigan State University, 1978.
- 4 Cf. Hans-Manfred BOCK (dir.), *Les Rapports mensuels d'André François-Poncet, Haut-Commissaire français en Allemagne 1949–1955. Les débuts de la République fédérale d'Allemagne*, Paris, 1996, 2 vol., introduction.
- 5 Sur cette période, on lira avec intérêt le livre d'A. FRANÇOIS-PONCET, *Souvenirs d'une Ambassade à Berlin, septembre 1931–octobre 1938*, Paris 1947, qui permet d'approcher un discours un peu moins officiel que les correspondances avec le Quai d'Orsay, mais sans doute assez convenu toutefois, et pas forcément impartial.
- 6 À cet égard, on se reportera aussi au livre d'Hélène MIARD-DELACROIX, *Question nationale allemande et nationalisme: Perceptions françaises d'une problématique allemande au début des années cinquante*, Paris 2004, qui fait une analyse de ces conceptions à travers une étude sémantique.

magne. Cette période des années 1930 est évidemment majeure dans l'histoire du XX^e siècle, et l'Allemagne étant au cœur des tensions politiques en Europe, François-Poncet a ainsi vécu au plus près du centre du désastre, assistant impuissant à l'effondrement de la fragile république de Weimar et à la naissance du III^e Reich hitlérien. Et quand l'auteur conclut qu'il était «le mauvais homme au mauvais endroit et à la mauvaise époque», nous ne pouvons que désapprouver cette assertion, jeu de mots. C'était à l'époque un des plus grands connaisseurs de l'Allemagne, un germaniste hors pair, ouvert sur les questions économiques: le bon choix pour un ambassadeur dans cette année de crise économique que connaissait l'Allemagne également en difficulté politique, en 1931. Schäfer a raison, à cet égard, de mettre en avant les projets économiques du personnage. C'est un des aspects forts de sa personnalité, comme l'est aussi son ambiguïté face à l'Allemagne. Il aurait, selon l'auteur, effacé cette mauvaise «mémoire» par son action après la guerre, lors des premiers pas de la République fédérale. C'est une position que l'argumentation de Schäfer ne suffit pas à justifier.

D'une manière générale, le livre explore la politique hésitante de l'ambassadeur – de la France? – envers l'Allemagne, entre volonté de coopération et de confrontation. C'est à travers ce constant balancement d'une position à l'autre que Schäfer analyse les propos de François-Poncet et leur évolution. La France est évidemment, au cours de ces années cruciales, confrontée à des questions vitales pour son avenir. Elle n'a pas su les gérer, mais le pouvait-elle? Et quelle était la marge de manœuvre de son ambassadeur? Comment réagir face à la suspension du paiement des réparations? Et surtout, face à Hitler, fallait-il réagir à ses coups de force par la pression économique ou par la riposte militaire? On peut dire au moins que François-Poncet, même s'il n'a pas toujours été suivi dans ses propositions, a au moins reçu l'agrément des gouvernements variés qui se sont succédés au cours de la période de son ambassade, y compris de celui du front populaire ... une belle unanimité! On voit là que la méthode de l'auteur fait sans doute reposer trop de responsabilité sur les épaules d'un ambassadeur, sans doute exceptionnel par sa personnalité et son vécu, mais qui, comme tout ambassadeur, n'a pu faire plus que l'on ne lui permettait de faire. Il est certain que lui-même est resté sur un fort sentiment d'échec après les accords de Munich, mais il n'a pas cessé le combat pour autant, puisqu'il a ensuite tenté d'influencer la politique de Mussolini.

Revenons sur les débuts de cette période. La première mission provisoire d'ambassadeur à Berlin est difficile. Depuis longtemps, les Allemands réclament aux Français des aides financières, mais à l'automne 1931, ceux-ci ne peuvent plus répondre à ces demandes car la crise a désormais gagné l'hexagone. François-Poncet connaît bien ces aspects financiers et économiques. Il s'était, juste après la conférence internationale économique de Genève (mai 1931), engagé fortement dans la mise en place de la Commission économique franco-allemande, annoncée en octobre 1931 par une déclaration commune des deux gouvernements, et qui, au-delà d'une coopération économique renforcée par l'intermédiaire d'ententes sectorielles, devait contribuer à aider l'Allemagne à sortir de la crise, avec donc la perspective qu'elle puisse reprendre le paiement de ses dettes. Mais ce fut un premier échec. À partir de l'automne 1932, dans le contexte allemand de tensions politiques que l'on sait, il propose la voie d'un accord militaire qui pourrait permettre un réarmement très contrôlé de l'Allemagne, sans nuire au besoin français de sécurité. Même s'il est très conscient et inquiet des dangers que présente l'arrivée au pouvoir des nazis, il ne modifie pas réellement sa position. Celle-ci ne basculera, selon l'auteur, qu'après le résultat du référendum sur la Sarre et l'annonce de la reprise du service militaire obligatoire en Allemagne – la première violation officielle du Traité de Versailles. Il change de tactique et travaille personnellement à la formation d'une alliance anti-allemande avec l'Italie et l'Angleterre, mais ses espoirs étant vite déçus, il revient de nouveau à une politique d'accommodement (pragmatique il est vrai, quand les Alliés potentiels font défaut!). Ensuite, gagner du temps. L'auteur en fait la clé de sa politique allemande jusqu'à Munich, mais, mis à part l'épisode Barthou, en quoi est-ce

une vue différente de la politique allemande officielle de la France? Son erreur fondamentale aura sans doute été de croire qu'Hitler pouvait être manipulable. Prétention? D'où sans doute une attitude de rapprochement qui a pu être mal interprétée et qui a fait l'objet d'attaque par la suite. Quand on connaît la manière dont l'ambassadeur décrivait le dictateur, il reste peu de doute sur cette soi-disant proximité, tout simplement ... diplomatique.

Malgré les critiques émises, on peut cependant largement recommander la lecture – aisée et plutôt agréable – de cet ouvrage qui parcourt ces années de crise avec l'œil le plus attentif sur celui qui fut le porte-parole de la politique allemande de la France jusqu'aux accords fatals qui donnèrent le coup d'envoi à la politique d'agression hitlérienne. Et le personnage en vaut la peine.

Françoise BERGER, Grenoble

Annette BECKER, Maurice Halbwachs. Un intellectuel en guerres mondiales 1914–1945. Préface de Pierre NORA, Paris (Agnès Viénot) 2003, 478 S., ISBN 2-914645-46-5, EUR 25,00.

Das Werk des französischen Soziologen Halbwachs ist im letzten Jahrzehnt von Soziologen und Historikern wiederentdeckt worden; vor allem seine Studien zum kollektiven Gedächtnis sind zu Klassikern der international boomenden Forschung zu Erinnerung, Gedächtnis und Vergangenheitskultur geworden. Um so verdienstvoller ist diese biographische Studie zum Werk und Leben des zusammen mit Marcel Mauss wichtigsten Vertreters der zweiten Generation der Durkheim-Schule. Als Spezialistin der Kulturgeschichte des Ersten Weltkrieges, die in den letzten zehn Jahren immer wieder den Gesamtzusammenhang der beiden Weltkriege in den Blick genommen hat, stellt Becker die intellektuelle Biographie des Durkheim-Schülers und Sozialisten Halbwachs in den Zusammenhang einer Erfahrungsgeschichte der beiden Weltkriege. Das im Fall von Halbwachs ausgeprägte Spannungsverhältnis zwischen politischem Engagement und persönlichem Erleben einerseits, sozialwissenschaftlicher Forschung andererseits stellt eines der Schlüsselthemen dieser Studie dar, die sich neben seinen zahlreichen Publikationen vor allem auf die Briefe und Tagebücher aus dem Nachlaß des Soziologen stützt, aber darüber hinaus auf Akten sowie Briefe von Kollegen, Verwandten und Freunden zurückgreift, um hinter dem positivistischen Gelehrten den engagierten Bürger, aber auch den Menschen Halbwachs zu entdecken.

Die Biographie bricht mit einigen Gewohnheiten des Genres, indem sie mit dem Kriegsbeginn einsetzt, statt mit der Kindheit, Jugend und den ersten wissenschaftlichen Arbeiten des 1877 geborenen Halbwachs. Die Zeitzeugenschaft des Soziologen steht konsequent im Mittelpunkt: seine Reaktionen auf die Katastrophen und Herausforderungen des Ersten Weltkrieges, in denen er zeitweise als sozialistischer Experte im Arbeitsministerium von Albert Thomas arbeitet, seine wissenschaftlichen Studien der Zwischenkriegszeit, die Becker zugleich auch als Distanzierungsversuche von den politischen und intellektuellen Krisen der 1920er und 1930er Jahre deutet, schließlich seine unbeirrte Opposition gegen Vichy und Kollaboration im Zweiten Weltkrieg, eine Opposition, die unter anderem in seinem Protest gegen die Ermordung seines Schwiegervaters Victor Basch durch die Miliz im Januar 1944 ihren sichtbaren Niederschlag fand und die schließlich auch zu seiner Verhaftung als Geisel im Juli 1944, anschließender Deportation nach Buchenwald und aufgrund schwerer Krankheiten zu seinem Tod im März 1945 als Folge der unmenschlichen Lagerbedingungen führte.

Becker schreibt zugleich eine Parallelbiographie seiner Schwester Jeanne Halbwachs-Alexandre und seines Schwagers Michel Alexandre, die beide unter dem Eindruck der Schrecken des Ersten Weltkrieges eine radikal und konsequent pazifistische Position ein-